



Un pacte contre la révolution en Afrique du Nord et au Moyen-Orient

Le 24 novembre dernier, un accord a été signé à Genève entre l'Iran et le Groupe 5 +1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU – la Chine, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie – rejoints par l'Allemagne), concernant la question nucléaire iranienne. L'accord est valable pour six mois.

Par cet accord, l'Iran accepte de ne pas enrichir de l'uranium au-delà de 5 %, un niveau suffisant uniquement pour son utilisation dans les centrales nucléaires de production d'énergie, alors que le Traité de non-prolifération nucléaire permet l'enrichissement de l'uranium jusqu'à 20 %. Le stock actuel d'uranium enrichi à 20 % sera dilué ou converti en oxyde, et l'Iran ne construira pas de nouvelles centrifugeuses (les appareils utilisés pour l'enrichissement de l'uranium) ni de nouvelles installations nucléaires. En outre, le gouvernement iranien s'engage à accepter des contrôles quotidiens dans ses installations par les techniciens de l'Agence internationale de l'énergie atomique – un organisme de l'ONU – et à geler la construction, non loin de la ville d'Arak, d'une usine de production d'eau lourde (utilisée pour la production de plutonium).

En retour, les Etats-Unis acceptent de libérer entre 6 et 7 milliards de dollars, dont environ 4 milliards proviennent de fonds générés par la vente de pétrole et se trouvent bloqués sur des banques, en raison des sanctions économiques contre l'Iran, approuvées par l'ONU. Il s'agit d'une petite partie de l'argent – estimé à 100 milliards de dollars – immobilisé dans des banques internationales. En outre, les sanctions resteront en vigueur.

Face à cet accord, les réactions ont été diverses. Les présidents Obama, des Etats-Unis, et Hassan Rouhani, de l'Iran, se sont serré la main. Le premier a dit que c'était le progrès diplomatique le plus important de son gouvernement pour assurer que l'Iran « ne pourra pas construire une arme nucléaire », alors que Rouhani a dit que, maintenant, le monde « reconnaît les droits nucléaires » du pays en permettant la poursuite de l'enrichissement de l'uranium. L'ayatollah Ali Khamenei, le *Guide suprême* de la nation, a béni l'accord en précisant qu'il est la base pour des progrès futurs et que les prières de la population ont contribué à son succès.

D'autre part, le Premier ministre d'Israël, Benyamin Netanyahu, a décrit l'accord comme « une erreur aux proportions historiques », et « extrêmement dangereux ». Et l'Arabie saoudite et les pays du Golfe Persique, ainsi que le président français, François Hollande, vaincu et se déclarant « toujours un ami d'Israël », et des secteurs républicains et démocratiques du Congrès des Etats-Unis, appartenant au « lobby » israélien, se sont rangé dans un premier temps du côté du Premier israélien.

Pour la LIT-QI, le processus révolutionnaire qui bouscule la région depuis le début de 2011 est la toile de fond de ce qui a poussé à cet accord. L'objectif de celui-ci est contre-révolutionnaire. Il vise à stabiliser la région en mettant en échec les révolutions au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. C'est le pas franchi par le régime iranien dans le sens de la capitulation et la perte de souveraineté nationale, en abandonnant un élément en plus de

son indépendance économique relative, acquise par la révolution qui renversa le régime pro-impérialiste du Shah Reza Pahlavi en 1979.

L'impérialisme étasunien parvient à empêcher l'Iran de développer sa propre technologie nucléaire – un droit démocratique de n'importe quel pays au monde – afin de maintenir le monopole de la menace nucléaire dans ses mains et dans celles de ses alliés serviles comme Israël, précisément les pays les plus belliqueux du monde. Les Etats-Unis sont le seul pays qui a déjà utilisé des armes nucléaires, en détruisant les villes d'Hiroshima et de Nagasaki pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est le pays qui a, de loin, le plus grand dispositif militaire et nucléaire dans le monde, et qui veut s'assurer le monopole de ces armes afin de continuer à imposer sa domination, y compris en utilisant la menace nucléaire contre tous ceux qui osent remettre en cause sa domination.

Nous voulons faire cette réflexion, à l'intention de tous les militants qui – suite à l'impact favorable laissé par la grande majorité de la presse et des gouvernements – ont salué l'accord en pensant que c'était un pas vers la paix et la résolution des conflits au Moyen-Orient.

Cependant, derrière cet accord sur la politique nucléaire se cache une autre conséquence directe. Les Etats-Unis parviennent à gagner un nouvel allié pour leur politique de mise en échec du processus révolutionnaire dans la région – dont l'épicentre est d'aujourd'hui la Syrie –, par voie des négociations diplomatiques. Depuis l'épisode de la menace d'une intervention – suspendue ensuite par le biais de la proposition de la Russie –, les Etats-Unis tentent d'obtenir un forum pour rassembler les différentes parties autour de la table de négociations et de mettre ainsi un terme à la guerre civile. L'Iran aura un siège – à côté de la Russie – dans les négociations de janvier organisées par les Etats-Unis et visant à parvenir à un accord qui stabilise le pays, comme « récompense » pour son compromis sur la question nucléaire et sa volonté de coopérer avec cette politique. Et pour cela, ce pays est prêt à trouver une solution qui maintient le régime dictatorial en Syrie, bien qu'avec certaines modifications, avec ou sans Assad.

Les sanctions et le soutien à Assad ont conduit l'Iran à une situation économique grave

L'un des points centraux de l'accord fut l'assouplissement des sanctions économiques imposées par l'ONU contre l'Iran. Il s'agit notamment du gel des fonds déposés dans des banques étrangères, provenant de la vente de pétrole (80 % des exportations de l'Iran) ; de la limitation et la réduction progressive du maximum autorisé des exportations ; de l'interdiction d'ouvrir des banques iraniennes à l'étranger ; et de la limitation aux biens humanitaires et aux produits non sanctionnés, pour les achats dans les pays où l'argent est déposé. Les produits sanctionnés incluent les équipements pour les industries nucléaire, pétrochimique et pétrolière, et même les pièces détachées pour avions.

Comme résultat de trois années d'application de ces mesures, en combinaison avec la crise économique mondiale, la paralysie économique de l'Iran est presque complète. Le pays a un taux de croissance (PIB) négatif depuis des années : -5,9 % en 2010, -3 % en 2011 et -1,9 % en 2012, et une prévision de -1,5 % en 2013 (chiffres du FMI).

Les exportations de pétrole ont chuté de 45 % en octobre, 715 000 barils par jour ; et la production est la plus basse depuis 1989, quand le pays avait été détruit après la guerre avec l'Irak. La monnaie locale, le rial, a perdu 60 % de sa valeur depuis 2010, et l'inflation est passée de 12,4 % en 2010 à 30,4 % en 2012, et à plus de 40 % dans le premier

semestre de 2013. Cette inflation, couplée à la hausse du chômage (12,2 % en 2012 et 13,2 % en 2013, selon le FMI), génère beaucoup de mécontentement dans la population.

En outre, le soutien matériel à Assad aggrave encore la situation économique. Le financement iranien à l'intervention du Hezbollah et de la milice chiite irakienne, Asaïb Ahl al-Haq, en Syrie, aurait coûté au pays environ 9 milliards de dollars, sans compter la fourniture d'armes et de spécialistes militaires, qui aspire des milliards de plus, et les prêts au gouvernement, tels que l'aide de 3 milliards de dollars promis à Assad en juin. C'est pourquoi les coûts – politiques et économiques – pour soutenir Assad sont invoqués par certains analystes pour désigner la Syrie comme le Vietnam de l'Iran.

Les révolutions au Moyen-Orient et en Afrique du Nord menacent le régime iranien

Au moment où la révolution a éclaté en Afrique du Nord, la population iranienne avait déjà organisé de grandes manifestations, en 2009, quand la victoire au premier tour du candidat présidentiel à la réélection, Mahmoud Ahmadinejad, fut contestée par les candidats Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karroubi, avec des allégations de fraude dans le processus électoral.

Des centaines de milliers de manifestants descendirent dans la rue, défiant les ordres du gouvernement, et furent durement réprimés par la police et par les *Basij*, les gangs paramilitaires du régime. Des milliers de gens ont été emprisonnés et torturés, et 72 personnes y ont trouvé la mort, selon la plainte de l'opposition. Les protestations se sont propagées jusqu'après l'investiture de Mahmoud Ahmadinejad et ont été un premier signal d'avertissement pour le gouvernement.

Le 14 février 2011, une série de manifestations sont apparues, influencées directement par la chute de Ben Ali, le 14 janvier, et celle de Hosni Moubarak, le 11 février. Elles ont continué, avec moins d'intensité, jusqu'à la mi-avril. Et elles ont subi la même répression que celle de 2009, avec l'emprisonnement d'opposants liés au régime lui-même – tels que Moussavi et Karroubi –, le licenciement de ceux qui occupaient des postes au sein du gouvernement, la censure de la presse, et davantage d'emprisonnements et d'assassinats de manifestants.

Bien que le régime parvint à empêcher l'explosion immédiate d'une nouvelle révolution, il entra dans un processus de crise. Et pour le sauver, l'ayatollah Khamenei retira son soutien au président Ahmadinejad, l'accusant de corruption, car il était de plus en plus difficile de maintenir sa politique de répression du mouvement de masses, combinée avec la rhétorique contre les Etats-Unis et contre Israël. En réalité, Ahmadinejad avait cherché depuis 2005 un accord avec l'impérialisme sur la question nucléaire, mais il maintenait un discours de « défense de la souveraineté ».

Le changement de politique vint avec la victoire au premier tour de Hassan Rouhani, lors des élections de juillet. Ce dernier, un homme du régime, parvint à capitaliser l'impression de changement, en défendant la reprise économique et le rapprochement aux « puissances occidentales ». Une des phrases les plus emblématiques de cette politique était : « *Il est bon d'avoir des centrifugeuses en fonctionnement, mais il est aussi important que le pays fonctionne et que les rouages de l'industrie tournent.* » Après la victoire, il déclara que le gouvernement allait « *relancer une entente constructive avec le monde, assurer les intérêts nationaux et lever les sanctions injustes* ».

Face à la crise économique et la pression du mouvement de masses exigeant un changement de politique, le régime choisit la voie du rapprochement et de la soumission à l'ennemi principal des masses, l'impérialisme étasunien, pour se sauver. Il s'agit d'une politique préventive, pour empêcher le peuple iranien de se soulever contre le régime dictatorial, comme cela avait été le cas en Tunisie, en Egypte, en Libye et en Syrie.

Un régime bonapartiste, le résultat d'une révolution interrompue

Cette affirmation peut sembler être en contradiction avec la renommée anti-impérialiste acquise par les ayatollahs d'Iran, alimentée par leurs attaques verbales contre les Etats-Unis et diffusée par les courants castro-chavistes.

Cette renommée vient d'un processus beaucoup plus profond : la révolution en Iran en 1979. Ce fut une révolution ouvrière et populaire qui a eu une grande participation de la classe ouvrière, y compris la formation d'organismes de double pouvoir (les shoras) et une grève générale du pétrole. Le régime meurtrier du Shah Reza Pahlavi, la marionnette de l'impérialisme, fut renversé, mais la révolution fut dirigée par la haute hiérarchie de l'église musulmane chiite, faute d'une direction révolutionnaire capable de diriger la classe ouvrière et de dépasser les dirigeants religieux à l'époque. L'immense prestige acquis par les ayatollahs a facilité la tâche d'interrompre la révolution moyennant une violente attaque contre les travailleurs et leurs organisations politiques et syndicales, tout en utilisant une rhétorique anti-impérialiste pour justifier ces actions. Le « régime des ayatollahs » a été consolidé par Khomeini (le premier « guide suprême » du pays), profitant de l'invasion de l'Iran par Saddam Hussein, de l'Irak. La guerre, qui a duré huit ans, a servi à établir un état de siège permanent, ainsi que l'arrestation et l'exécution de milliers d'opposants au régime – dont beaucoup étaient de gauche – au nom de la défense du pays.

Mais on ne peut pas confondre la révolution iranienne, un processus objectivement anti-impérialiste et socialiste, avec sa direction contre-révolutionnaire qui a construit un Etat théocratique islamique avec un régime dictatorial et toujours prêt à négocier avec l'impérialisme.

Cela s'est produit, par exemple, lors de la dénommée « crise des otages » en 1979, quand des militants ont maintenu 66 fonctionnaires étasuniens prisonniers dans leur ambassade. Le gouvernement a capitulé honteusement, en acceptant de les libérer en échange de 11 milliards de dollars, bloqués à l'époque dans des institutions financières, avec toutefois un rabais de 5 milliards de dollars pour payer des prêts frauduleux usurpés par Pahlavi.

De la même façon, les ayatollahs entravent le développement du processus révolutionnaire dans toute la région, et ils abandonnent toute fantaisie anti-impérialiste, selon des intérêts particuliers, pour tirer profit de ces actions. Cela les mène à la complicité avec les interventions impérialistes – comme dans la récente invasion de l'Irak et de l'Afghanistan par les Etats-Unis –, ainsi qu'au soutien au gouvernement fantoche d'Al Maliki en Irak, et donc au soutien à l'occupation de ce pays par les Etats-Unis. Al Maliki est très lié au gouvernement iranien. Il en va de même concernant les accords au Liban, où les gouvernements iranien et syrien ont accepté la présence des « troupes de la paix » de l'ONU.

C'est un phénomène commun aux mouvements nationalistes bourgeois qui ont émergé dans tout le monde arabe dans les années 1950. Ces mouvements se sont initialement révoltés contre la domination impérialiste de l'Angleterre et de la France après la guerre. Le président égyptien Nasser nationalisa le canal de Suez et forma, avec le parti Baas de

la Syrie, la République arabe unie, contre les régimes pro-occidentaux. Ils ont toujours été inconséquents, comme tout nationalisme bourgeois, mais à partir des années 1980, ils se sont rendus, ils ont abandonné leurs positions antérieures et ils sont devenus des agents de l'impérialisme. La caricature du panarabisme de Nasser, c'est Moubarak, et dans le cas du Baas, c'est le dictateur Al Assad.

Depuis 1979, le fondamentalisme islamique des ayatollahs a occupé l'espace de la lutte anti-impérialiste abandonné par le pan-arabisme, mais il souffre du même « mal » de toute bourgeoisie nationale. Cette bourgeoisie a peur, à juste titre, de l'avancée du mouvement de masses au-delà de sa direction, et de la destruction de la bourgeoisie elle-même, et elle s'allie alors, quand c'est nécessaire, à l'impérialisme, pour mieux réprimer ces mouvements dans tout le Moyen-Orient.

Un pas en avant de l'impérialisme, dans le cadre des défaites en Irak et en Afghanistan

En septembre 2011, dans un bilan au dixième anniversaire de l'attaque contre les tours jumeaux, du 11 septembre, nous disions : « *La défaite de Bush a ouvert une profonde crise de leadership politique dans l'impérialisme étasunien. Face à une réalité négative – deux guerres, en Irak et en Afghanistan, en situation très défavorable, et une crise économique profonde – , un secteur important de la bourgeoisie a misé sur Obama pour obtenir un "nouveau visage", approprié pour de nouvelles tactiques : obtenir, moyennant des négociations et le "consensus", la récupération d'une partie de ce qui avait été perdu, face aux luttes des masses et en raison de la crise économique.* »

Cette nouvelle tactique était imposée par le dénommé « syndrome de l'Irak » qui empêche l'impérialisme d'entreprendre de nouvelles invasions militaires pour imposer sa politique, comme on l'a vu récemment en Syrie. Elle a obtenu maintenant une première avancée, qui met l'impérialisme dans une meilleure position pour faire face à la révolution dans la région. Car elle a conduit le dernier pays qui résistait à sa politique dans la région, à la table des négociations, pour noyer la révolution, non dans le sang, comme le voulait l'Iran, mais dans des pactes contre-révolutionnaires.

A cet effet, les Etats-Unis se distancient de deux alliés traditionnels dans la région, Israël et l'Arabie Saoudite, qui continuent d'exiger l'application de la politique de « l'ère Bush ». Israël défend la guerre frontale contre l'Iran pour en finir avec les installations nucléaires de ce pays. Et l'Arabie Saoudite, dont le roi est un vassal historique de l'impérialisme, veut rester le premier allié des Etats-Unis dans le monde arabe et voit l'Iran comme un adversaire dangereux.

Les Etats-Unis réaffirment aussi leur puissance dans le monde impérialiste, ce qui oblige la France à accepter ce qu'elle considérait comme inacceptable, et ils montrent qu'ils ont une politique globale au Moyen-Orient, en prenant en compte le processus révolutionnaire dans son ensemble et en cherchant des solutions globales pour vaincre ce processus.

Un accord contre-révolutionnaire qui ne stabilise pas la région

Comme nous l'avons dit au début, il s'agit d'un accord contre-révolutionnaire global, où l'Iran devient un des partenaires des Etats-Unis pour la région et cesse d'être un « ennemi » qui dérange. Il en est ainsi parce que les deux ont la même stratégie de vaincre la révolution en cours, en dépit de leurs divergences tactiques antérieures.

La perte de souveraineté de l'Iran peut être, à son tour, le début d'une recolonisation du pays, qui sera la cible d'« investissements » des compagnies pétrolières multinationales, avides de mettre en bouche les énormes réserves iraniennes.

Cependant, une chose est la conclusion d'accords au sommet, et autre chose, leur imposition aux masses. Nous sommes confrontés au processus révolutionnaire mondial le plus important actuellement. Il s'agit d'une région bouleversée, où règne la plus grande inégalité sociale dans le monde, empêtrée dans une crise économique mondiale où il n'y a pas d'espace pour des concessions importantes à la population ou la mise en place de régimes démocratiques où les travailleurs sont libres de lutter pour leurs revendications. Bien au contraire, la politique étasunienne est celle de changer le visage des gouvernements, sans changer l'essence dictatoriale des régimes.

En Iran, même si le nouveau gouvernement gagne des points, le climat de victoire peut donner la confiance aux travailleurs à se mobiliser pour de meilleures conditions de vie et pour le droit à l'organisation syndicale et politique, sans parler des revendications démocratiques telles que la libération des opposants, la liberté de la presse, la liberté pour les femmes et d'autres droits qui s'opposent directement au régime dictatorial.

La LIT-QI se prononce carrément contre cet accord. Nous faisons un appel aux travailleurs et au peuple iraniens, pour le répudier, et aux rebelles syriens et à tous les peuples de la région, pour le dénoncer comme une tentative contre-révolutionnaire de plus ; nous faisons un appel aux travailleurs aux Etats-Unis et partout dans le monde, pour qu'ils s'opposent à cet accord et exigent la fin de l'ingérence étasunienne dans le monde. Nous devons arrêter cette logique qui donne aux Etats-Unis le droit de donner des ordres et de violer la souveraineté de tous les pays, une logique soutenue par Obama et qui n'est rien d'autre que la continuation de la politique de Bush par d'autres moyens.

Seuls l'extension et l'approfondissement des révolutions en cours, vers le socialisme, peuvent fournir une solution fondamentale pour les peuples de la région. Pour cela, il faut la construction d'une direction révolutionnaire, qui dénonce la capitulation de ces directions contre-révolutionnaires et qui lutte de façon efficace contre le joug de l'impérialisme, une tâche à laquelle la LIT consacre tous ses efforts.

Le 7 décembre 2012
Secrétariat international de la
Ligue Internationale des travailleurs - Quatrième Internationale